

Note : La version originale de cet édito se trouve pages 3 et 4 (en anglais).

## La durabilité est indispensable à la survie

Il ne suffit pas de porter le badge de la Responsabilité Sociale des Entreprises.  
Le monde du business doit accepter que la seule réponse à la crise globale  
d'un développement non-durable est un vrai changement.

**Jonathon Porritt \***  
**Lundi 6 novembre 2006**  
**The Guardian**

On peut comprendre l'exaspération de la campagne « Contrôlez les armes » d'Amnesty International lorsque BAE, multinationale spécialisée dans les armes et l'aérospatial, a annoncé qu'elle allait lancer une nouvelle gamme d'armes écologiques, dont des balles « sans plomb », des fusées à toxines réduites et des grenades produisant moins de fumée. Il y a même eu des expériences pour voir si les explosifs pouvaient être convertis en engrais. Les dirigeants de BAE croient peut-être bien qu'ils sont en train d'agir « pour la bonne cause » en réduisant légèrement leur impact écologique tout en restant fidèles à leur propre modèle d'entreprise : faire un maximum d'argent en vendant des armes de destruction mortelle à tous ceux qui sont prêts à les acheter – légalement, bien sûr.

Il est dur d'imaginer une meilleure manière d'expliquer la différence entre la responsabilité sociale d'entreprise (RSE) et la durabilité des entreprises. BAE cherche sans doute des approbations dans le monde des index et des rapports de RSE, et elle les trouvera peut-être, sur la base qu'il est évidemment préférable que les combattants meurent ou soient blessés dans un environnement propre plutôt que dans un enfer pollué. Mais en prenant n'importe quelle mesure sérieuse de durabilité, c'est simplement ridicule.

En 2005, les dépenses mondiales sur les armes ont dépassé \$1 trillion [mille milliards de dollars], compromettant complètement les quelques pauvres efforts que nous faisons actuellement pour rediriger l'économie mondiale vers un chemin plus durable. Non seulement ces \$1 trillion impliquent une consommation de quantités énormes de combustibles fossiles, de matières premières et de métaux précieux : regardez ce que \$1 trillion pourrait acheter en termes d'une vraie amélioration de la sécurité à travers le monde aujourd'hui plutôt que de l'affaiblir, en combattant la désertification et la déforestation, en fournissant l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires, ou en s'occupant de certaines maladies évitables qui tuent tous les jours environ 35 000 enfants de moins de cinq ans.

C'est bien sûr un peu dur de mettre un fardeau pareil sur le dos d'une seule entreprise. Mais il est conseillé aux marchands de la mort (les entreprises de tabac par exemple) de se passer du camouflage RSE, aussi chèrement façonné soit-il. Si votre définition de « non durable » n'inclut pas de faciliter de manière délibérée la mort anticipée de millions de personnes, alors elle n'a aucune valeur.

Beaucoup de militants aujourd'hui envisagent de tenir responsables d'autres secteurs non-durables, aussi « responsables » puissent-ils déclarer leurs affaires. Par exemple, il y a un débat croissant autour des manières dont les grandes compagnies pétrolières pourraient être tenues responsables du changement climatique. En 2004 Greenpeace a calculé la contribution nette d'ExxonMobil au changement climatique, sur l'ensemble de sa durée de vie. « Entre 1882 et 2002, les émissions en CO2 d'ExxonMobil constituaient un total estimé à 20,3 milliards de tonnes de carbone, soit entre 4,7% et 5,3% des émissions de CO2 mondiales. » Greenpeace étudiait la possibilité de poursuites en justice contre ExxonMobil de la part de tous ceux dont les vies sont détruites par l'augmentation du niveau de la mer ou par les catastrophes liées au climat, de la même manière que les entreprises de tabac ont été poursuivies par des gens dont la santé a été détruite par la cigarette.

Les compagnies pétrolières détestent toute analogie entre elles et les entreprises de tabac comme des marchands de mort et de destruction. Elles sont même étonnées par l'hypocrisie des gens qui jouissent des avantages de leurs produits (conduire, prendre l'avion etc.), mais qui pensent en même temps que

Note : La version originale de cet édito se trouve pages 3 et 4 (en anglais).

les compagnies pétrolières devraient être tenues responsables de tous les coûts.

Je compatis avec cela : il est beaucoup trop facile pour nous de décharger nos responsabilités sur ces vilaines multinationales. Cependant, il y a une disparité énorme entre les entreprises « socialement responsables » de combustibles fossiles, d'une part, et une entreprise d'énergie véritablement durable d'autre part. BP et Shell (généralement considérées comme les compagnies pétrolières les plus socialement responsables aujourd'hui) continuent de parler platement du pétrole et du gaz comme les ressources dominantes jusqu'en 2050. En revanche le consensus scientifique émergeant sur le changement climatique est que nous avons beaucoup moins de temps pour nous libérer de notre dépendance aux combustibles fossiles si nous voulons éviter le changement climatique incontrôlable : peut-être pas plus de 10 ou 15 ans.

Dans ce sens, le pourcentage de nouvel investissement allant dans les énergies renouvelables plutôt que dans toujours plus de développements de pétrole et de gaz représente la mesure la plus importante de l'engagement d'une entreprise envers un avenir énergétique véritablement durable. Gérer les biens pétroliers et gaziers existants (ou en développer des nouveaux), de manière aussi responsable que possible, ne fera pas l'affaire.

Et concernant les renouvelables, le parcours des principales compagnies pétrolières est sérieusement mauvais, à la fois d'un point de vue historique et en termes de pourcentage de nouvel investissement. L'investissement de BP de \$8 milliards sur les 10 prochaines années dans sa nouvelle opération d'Énergie Alternative représente le plus gros engagement à ce jour, mais n'est qu'une proportion minuscule de l'effort total nécessaire.

Bien sûr, ce n'est peut-être pas réaliste d'attendre des grandes compagnies de gaz et de pétrole qu'elles produisent la prochaine génération de technologies d'énergies renouvelables qui, de manière inévitable, un jour ou l'autre, remplaceront les combustibles fossiles. Et peut-être qu'elles perdent déjà leur rôle dominant de toute façon ; les dépenses sur les renouvelables en Chine en 2005 étaient de plus de \$5 milliards, et l'investissement dans les fonds de capital-risque couvrant les renouvelables est en plein essor de partout dans le monde. Comme dans cet exemple, des transformations profondes du marché vont au cœur de la manière dont la durabilité va avoir un impact sur le monde des entreprises.

Les experts scientifiques sur le climat parlent toujours plus de la probabilité de « changement climatique non-linéaire » : le point à partir duquel l'accumulation progressive de gaz à effet de serre dans l'atmosphère provoque des changements de climat brutaux plutôt que progressifs. C'est ce que l'histoire du climat, déduite des échantillons de glace sur des centaines de milliers d'années, a montré de façon effroyablement claire.

La menace d'un changement climatique non-linéaire demande un sursaut tout aussi peu linéaire en terme de leadership, et une RSE confortable et suffisante sera incapable d'inspirer une telle transformation.

Malheureusement le modèle économique dominant pour la plupart des entreprises reste « travaillons comme d'habitude » avec la RSE collée de manière rétrospective. Tout chef d'entreprise sérieux devra renoncer à ce modèle et commencer à étudier ce à quoi ressemble une vraie durabilité pour une entreprise dans un monde changeant.

\*. **Jonathon Porritt** est fondateur-directeur de Forum for the Future, une ONG de développement durable, et président de la Commission du Royaume-Uni sur le Développement Durable.

Note : The Natural Step France remercie Géraldine Gilbert pour sa traduction (document disponible dans la section ressources de [www.tns-france.org](http://www.tns-france.org))

# Sustainability is central to survival

It's not enough simply to wear the badge of corporate responsibility. Business must accept that real change is the only response to the global crisis of sustainability

**Jonathan Porritt**  
**Monday November 6, 2006**  
[The Guardian](#)

The Campaign Against Arms Trade was understandably incensed when BAE announced that it would be launching a new range of environment-friendly weapons, including "lead free" bullets, rockets with reduced toxins and grenades that produce less smoke. There have even been experiments to see if explosives can be converted into manure.

BAE executives may well believe they are "doing the right thing" in marginally reducing their environmental footprint while staying true to their particular business model: making as much money as possible flogging weapons of deadly destruction to whoever is prepared to buy them - legally, of course.

It is hard to imagine a better way of explaining the difference between corporate social responsibility (CSR) and corporate sustainability. BAE will no doubt be looking for plaudits in the world of CSR indexes and reports, and may well get them, on the grounds that it's obviously preferable for combatants to die or be wounded in a clean environment rather than a polluted hell-hole. But by any serious measure of sustainability, it's plain ridiculous.

In 2005, global expenditure on arms topped \$1 trillion, completely undermining whatever paltry efforts we are currently making to redirect the global economy on to a more sustainable path. Not only does that \$1 trillion entail the consumption of enormously high levels of fossil fuels, raw materials and precious metals: look at what \$1 trillion could buy in terms of enhancing real security around the world today rather than undermining it - combating desertification or deforestation, providing access to drinking water and sanitation, or addressing the kind of preventable diseases that are killing around 35,000 children under five every day.

It is, of course, a bit tough to stick a burden such as this on one company. But dealers in death (tobacco companies, for example) are best advised to dispense with any CSR fig leaves, however expensively fashioned they may be. If your definition of "unsustainable" does not include wilfully facilitating the premature demise of millions of people, then it's worthless.

Many campaigners today are now intent on holding other unsustainable sectors to account, however "responsible" they may claim their business operations to be. For instance, there's a growing debate about ways in which the big oil companies could be held to account for climate change. In 2004, Greenpeace calculated the net contribution of ExxonMobil to climate change over its lifetime: "from 1882 to 2002, ExxonMobil's emissions of CO2 totalled an estimated 20.3 billion tonnes of carbon - or between 4.7% and 5.3% of global CO2 emissions." It was looking ahead to the possibility of future legal action against ExxonMobil on the part of those whose lives are destroyed by rising sea levels or climate-related disasters - on the same sort of basis as tobacco companies have been sued by people whose health has been destroyed by smoking.

Oil companies hate any analogy between themselves and tobacco companies as dealers in death and destruction. Indeed, they're astonished at the hypocrisy of people who enjoy the

benefits of their products (in terms of driving, flying and so on), but also reckon it's the oil companies that should be held responsible for all the costs.

I sympathise with that; it's far too easy for us to dump our own responsibilities on those wicked multinationals. However, there is a massive mismatch between a "socially responsible" fossil-fuels company, on the one hand, and a genuinely sustainable energy company on the other. BP and Shell (usually considered to be the most socially responsible oil companies today) continue to talk blandly of oil and gas remaining dominant sources of energy through to 2050. By contrast, the emerging scientific consensus on climate change is that we have a far shorter period of time to wean ourselves off our dependency on fossil fuels if we are to avoid runaway climate change - perhaps no more than 10 or 15 years.

In that respect, the percentage of new investment going into renewable energy rather than into more and more oil and gas developments is the single most important measure of a company's commitment to a genuinely sustainable energy future. Managing existing oil and gas assets (or developing new ones), as responsibly as possible just won't cut it.

And on renewables, the record of the major oil companies is seriously poor, both on a historical basis and in terms of share of new investment. BP's \$8bn investment over the next 10 years into its new Alternative Energy business represents the biggest commitment to date, but this is still a fraction of the total effort required.

It may, of course, be unrealistic to look to the big oil and gas companies to grow the next generation of renewable energy technologies that will inevitably, at some point, replace fossil fuels. And they may already be losing any kind of controlling role anyway; spending on renewables in China in 2005 was in excess of \$5bn, and investment in venture capital funds covering renewables is soaring all around the world. Sweeping market transformations of this kind go to the heart of how sustainability is going to affect the business community.

Climate scientists talk more and more of the likelihood of "non-linear climate change" - the point at which the gradual build-up of greenhouse gases in the atmosphere triggers dramatic rather than gradual changes in the climate. That's what the climate record, deduced from ice-core samples going back over hundreds of thousands of years, has made frighteningly clear.

The threat of non-linear climate change demands a non-linear leap in leadership quality, and comfortable, complacent CSR is incapable of driving such a shift.

Unfortunately, the dominant business model for most companies today remains "business as usual" with CSR retrospectively welded on. Any serious business leader is going to have to renounce that model, and start working out what real corporate sustainability looks like in a changing world.

• Jonathon Porritt is founder director of Forum for the Future and chairman of the UK Sustainable Development Commission,